

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien brésilien "O Globo" du 6 septembre 2009, notamment sur les réponses françaises et internationales face à la crise économique et sur les relations franco-brésiliennes.

1/ Un an après le début de la crise des « subprimes » aux États Unis, quel bilan faites-vous de la crise ?

Il est trop tôt pour faire un bilan définitif de cette crise, dont nous ne sommes pas encore sortis, mais ce qui est certain, c'est qu'elle a permis de réveiller les consciences. Quand le monde s'est retrouvé au bord du précipice, un certain nombre d'idées que le Président Lula et moi-même - avec d'autres - défendions depuis longtemps se sont imposées avec la force de l'évidence : qu'il fallait en finir avec les excès d'un système sans règle et sans morale et qu'il fallait remettre le système financier au service de l'économie réelle et du développement, c'est-à-dire au service des gens.

Le mouvement de réforme que nous avons engagé depuis le G20 de Washington, en novembre dernier, et celui de Londres, en avril, est tout simplement sans précédent. Nous voulons reconstruire un capitalisme régulé, où les banques font leur métier qui est de financer le développement économique plutôt que la spéculation et où plus aucun acteur, plus aucune place financière n'échappe aux contrôles et où l'opacité cède le pas à la transparence et où les modes de rémunération ne poussent pas à des prises de risque toujours plus folles et où personne ne pourra plus utiliser le secret bancaire pour échapper à l'impôt et un capitalisme enfin où ceux qui mettent en danger l'argent des épargnants sont sanctionnés.

Bien sûr, nous ne sommes pas au bout du chemin et c'est la raison pour laquelle, avec nos partenaires du G20, nous nous réunirons à nouveau à Pittsburgh dans quelques jours. Mais franchement, qui aurait pu imaginer, il y a un an, que nous en serions là aujourd'hui ?

2/ Promesses de changement des règles bancaires, fin des paradis fiscaux. Où en êtes-vous dans votre bataille pour « refonder le capitalisme » ? Et qu'attendez-vous du sommet du G20 à Pittsburgh ?

Le chemin parcouru depuis un an est immense. Tous les acteurs du marché vont être contrôlés et c'est déjà le cas des agences de notation, nous allons le faire pour les « hedge funds ». Nous avons aussi beaucoup avancé sur les paradis fiscaux. Au G20 de Londres, en avril dernier, nous avons publié la liste des pays qui doivent se conformer aux exigences de transparence de la communauté financière internationale. Et tous, nous sommes tombés d'accord pour sanctionner ceux qui refuseront de le faire. Et cela marche : les îles anglo-normandes, le Luxembourg, le Lichtenstein, la Suisse, ... tous ces pays ont accepté de signer les conventions d'échange de renseignements alors qu'elles avaient toujours refusé de le faire. Partout, le secret bancaire utilisé à des fins fiscales recule.

Est-ce que cela est suffisant ? Non, bien sûr, il faut aller encore plus loin. Nous devons maintenant nous mettre d'accord sur les sanctions que nous appliquerons aux places financières qui refuseront d'appliquer les règles de transparence. Nous devons aussi aller plus loin sur la question des rémunérations, en particulier sur les bonus des traders. La France a fait des

propositions très ambitieuses en ce sens. Je souhaite aussi que nous avancions sur la redéfinition des normes comptables, pour que les règles qui s'appliquent servent à prévenir et à amortir les chocs au lieu de les aggraver. Et puis nous devons aller plus vite sur la réforme de la gouvernance économique mondiale, qui doit faire une place plus importante aux grands pays émergents, à commencer par le Brésil. C'est sur tous ces sujets que nous devons avancer à Pittsburgh.

3/ En 2007 vous défendiez la « rupture » avec le modèle social français, jugé la cause du « retard » de la France. On vous croyait un admirateur inconditionnel du modèle américain. Aujourd'hui, vous dénoncez le système Anglo-Saxon qui « creuse les inégalités » et vous allez moins vite dans les réformes. La crise vous a-t-elle changé ?

Il est tout simplement faux de dire que nous avons réduit le rythme des réformes avec la crise. C'est même très exactement l'inverse : nous l'avons accéléré. La crise, j'en suis convaincu, ne remet pas en cause la nécessité des réformes, elle ne les rend que plus urgentes.

Je l'ai dit aux Français : prendre prétexte de la situation pour arrêter les réformes serait une erreur majeure. Je crois au contraire que la crise nous offre une opportunité extraordinaire de faire les changements dont nous avons plus que jamais besoin. C'est vrai au niveau international, avec la rénovation en profondeur du système financier que nous avons engagée. C'est vrai aussi dans nos pays respectifs.

Je dois aussi vous dire que ceux qui m'ont décrit comme un « admirateur inconditionnel du modèle américain » se sont trompés. Le « modèle américain » que vous évoquez repose pour une large part sur les assurances privées. Jamais je n'ai voulu d'un tel système pour la France, parce qu'il laisse trop de gens au bord du chemin. Au contraire, j'ai toujours considéré que le système français, qui offre à tous ses citoyens, même les plus démunis, un haut niveau de protection sociale, était une richesse qu'il fallait à tout prix préserver. Et c'est justement parce qu'il faut préserver notre modèle social que nous devons le moderniser, pour l'adapter aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis. Sur ce point, je n'ai jamais changé.

4/ La plupart des banques se sont sauvées de la crise avec l'aide publique et annoncent des bonus faramineux, tandis que la majorité des gens est appelée à faire des efforts additionnels. Ne risque-t-on pas un retour au statu quo ?

Si certains pensent qu'après la crise, tout pourra recommencer comme avant, ils se trompent lourdement. Cela, personne ne peut l'accepter, et nous ne laisserons pas faire.

Vous preniez l'exemple des bonus des traders, ce sera un sujet central à Pittsburgh car nos compatriotes sont excédés, et à juste titre, de voir que les leçons de la crise ont été si vite oubliées. Sur cette question, la France a décidé de montrer l'exemple. Il y a dix jours, j'ai annoncé une série de nouvelles règles extrêmement strictes. Désormais, en France, les bonus devront systématiquement être étalés dans le temps, sur au moins trois ans. Et nous avons créé un malus, ce qui veut dire que si les résultats ne sont pas au rendez-vous, la part différée du bonus ne sera pas versée. L'ère du « à tous les coups on gagne » est révolue. Nous avons également décidé que désormais, une partie substantielle de ces bonus serait distribuée sous formes de titres et que ces titres ne pourraient pas être vendus avant au moins deux ans. Et j'ai clairement dit que nous n'accorderions plus de mandat aux banques qui ne respecteraient pas les règles que nous avons fixées.

Personne dans le monde n'est allé aussi loin sur cette question des bonus. Ainsi, devant nos partenaires du G20 à Pittsburgh, nous pourrions dire non pas « voilà ce que nous nous apprêtons à faire », mais « voilà ce que nous avons décidé ». C'est fondamental. Je n'accepte pas le raisonnement qui consiste à dire « nous attendons que les autres avancent pour avancer ». A ce compte là, on peut attendre longtemps car personne n'avance jamais.

Déjà, nos amis allemands et britanniques nous ont rejoints. Avec Angela Merkel et Gordon Brown, nous avons signé mercredi dernier une lettre commune pour que l'Europe arrive à Pittsburgh unie et avec le plus haut niveau d'ambition, comme cela avait été le cas à Washington et à Londres. Dans cette lettre, la question de l'encadrement des bonus est clairement posée. Je souhaite que l'ensemble de nos partenaires du G20 nous rejoignent sur ces propositions ambitieuses.

5/ Les pays émergents comme le Brésil semblent être sortis renforcés du sommet du G20 à Londres. Pourquoi insister sur le format G8, même amplifié, et ne pas simplement adopter le G20 ?

Une chose est certaine, c'est que le G8 ne suffit plus. Si nous voulons qu'il soit efficace, si nous voulons qu'il reste légitime, nous n'avons pas le choix : nous devons l'élargir aux grands pays émergents sans lesquels on ne pourra pas relever les défis globaux auxquels notre monde est confronté. Je pense, par exemple, à la Chine, à l'Inde et bien sûr au Brésil.

Je suis le premier à reconnaître que le G20 s'est montré particulièrement efficace pour faire face à la crise. Le G20, c'est 85% de la richesse mondiale, il a donc une vraie légitimité sur les questions économiques et financières et notamment sur la réforme de la gouvernance économique mondiale. Je pense tout particulièrement à la réforme du FMI qui doit, lui aussi, mieux refléter les nouveaux équilibres mondiaux, et notamment l'émergence de nouveaux géants comme le Brésil.

Pour toutes les autres questions globales, le Président Lula et moi avons demandé que le G8 se transforme en G14 en s'élargissant aux 6 grands émergents que sont le Brésil bien sûr, mais aussi la Chine, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud et l'Egypte. Comprenez bien : il ne s'agit pas seulement de donner un rôle accru à ces 6 grands pays & ce que nous voulons, c'est la transformation complète du G8 en G14, parce qu'il ne peut y avoir d'un côté le G8 et de l'autre le G6, d'un côté le Nord et de l'autre le Sud.

Au Sommet de l'Aquila, nous avons franchi un pas décisif en ce sens, avec plus de la moitié du sommet qui s'est déroulé en format élargi. J'espère que la présidence canadienne, cette année, organisera l'essentiel du prochain sommet en format G14. Et j'entends bien achever cette transformation sous présidence française en 2011.

6/ Les diplomates brésiliens parlent d'un resserrement exceptionnel des liens entre le Brésil et la France sous votre gouvernement. Que voyez-vous dans l'avenir du Brésil que vos prédécesseurs n'ont pas vu ?

Je n'ai évidemment pas la prétention d'être le premier à avoir compris qu'au 21^{ème} siècle, on ne pouvait tout simplement plus se passer d'un pays comme le Brésil pour régler les grands problèmes du monde. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que le Président Lula et moi-même, nous avons voulu donner au partenariat entre nos deux pays une dimension nouvelle et surtout un contenu beaucoup plus concret. Il fallait passer des paroles aux actes & c'est ce que nous avons fait. Le Président Lula aime les résultats & ça tombe bien, moi aussi.

Sur tous les grands dossiers, la concertation entre nos deux pays n'a jamais été aussi intense. Avec le Président Lula, nous nous sommes parlé avant chaque grand rendez-vous international. Ensemble, nous défendons cette idée que la réforme de la gouvernance mondiale est non seulement nécessaire, mais qu'elle est urgente. Et nous pensons que le temps est venu d'accorder une plus grande place à la dimension sociale de la mondialisation. C'est tout le sens de l'Alliance pour le changement que nous avons lancé en juillet dernier, juste avant le Sommet de l'Aquila.

Cette nouvelle dimension du partenariat franco-brésilien, on la retrouve également sur le plan économique, où la coopération entre nos deux pays n'a jamais été aussi dense, ou encore dans le domaine culturel, avec le succès de l'année de la France au Brésil.

7/ Dans le partenariat stratégique signé avec le Brésil, la France défend ouvertement les ambitions brésiliennes : un siège permanent pour le Brésil au Conseil de Sécurité de l'ONU, une plus grande participation du pays dans la scène internationale, entre autres. En même temps, la France a obtenu des contrats militaires juteux, avec d'autres possibilités prometteuses. Que répondez-vous à ceux qui parlent d'un « marchandage entre amis » ?

Je leur réponds qu'ils n'ont pas bien compris le sens de ce partenariat stratégique, et surtout qu'ils n'ont pas pris la mesure de ce que le Brésil et la France peuvent accomplir ensemble, l'un pour l'autre bien sûr, mais aussi pour le monde.

Oui, nous avons des intérêts et oui, nous les défendons. C'est bien normal et personne ne cherche à le nier. Mais le partenariat qui nous lie est beaucoup plus profond : au fondement de notre amitié, il y a d'abord un attachement à des valeurs communes : la démocratie, la liberté

notre amie, il y a d'abord un attachement à des valeurs communes : la démocratie, la liberté, les droits de l'Homme. Avec le Brésil, nous partageons aussi une même vision du monde et de ses enjeux. Ensemble, nous portons l'idée d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus solidaire. Et si la France défend l'idée que le Brésil devrait siéger de manière permanente au Conseil de Sécurité, c'est tout simplement parce que nous pensons que le Brésil est devenu un pays incontournable, un géant dont le monde ne peut pas se passer pour relever les défis qui l'attendent. Il ne vous a d'ailleurs sûrement pas échappé que nous ne réclamions pas un siège permanent à l'ONU pour tous les pays où nous avons des intérêts économiques.

Et puis les contrats, parlons-en ! Entre le Brésil et la France, il ne s'agit pas d'une relation de fournisseur à client, mais d'un partenariat. Toutes nos coopérations industrielles, en matière civile comme de défense, reposent sur des transferts de technologie et des co-productions très étendues. Je dirais même sans précédent. Il ne s'agit pas de vendre. Il s'agit de faire ensemble. Et si nous voulons faire ensemble, c'est parce que nous partageons les mêmes valeurs et une même vision des grands enjeux internationaux.

8/ En 2008 ce sont des groupes français comme le Groupe Doux, leader mondial à l'exportation de volaille (62.8 millions d'euros), qui ont obtenus les plus grandes subventions agricoles européennes, selon un reportage de l'International Herald Tribune. Pourquoi insistez-vous à défendre, au nom des petits agriculteurs français, un système de subvention qui provoque des distorsions pareilles et qui entraîne une concurrence déloyale avec les producteurs et exportateurs agricoles des pays pauvres ?

Il ne faut pas confondre : les aides dont vous parlez sont des aides à l'exportation octroyées à un groupe industriel. La très grande majorité des aides de la PAC sont des aides aux agriculteurs, destinées à compenser les surcoûts qui leurs sont imposés du fait de normes très élevées (sociales, environnementales, sanitaires).

Les subventions à l'exportation que vous évoquez ne représentent en fait plus qu'une part marginale, de l'ordre de 5%. Elles ont été divisées par 10 en moins de 15 ans. Et l'Europe a pris l'engagement de les éliminer complètement dans l'avenir. Mais cela n'aura de sens que si tout le monde fait comme nous. L'Europe ne peut pas être seule à faire tous les efforts ! Or il y a d'autres pays qui utilisent aussi des aides à l'exportation et qui eux ne sont pas prêts à les abandonner. C'est par exemple le cas des Etats-Unis, de la Nouvelle Zélande mais aussi du Brésil.

Aujourd'hui, le vrai enjeu, c'est de remettre la production agricole au coeur des politiques de tous les pays. C'est bien parce que les choses sont complexes qu'avec le Président Lula, je milite pour un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture. Pour lutter contre l'insécurité alimentaire et aider les pays les plus pauvres, il faut mettre en place de vrais outils de régulation des marchés mondiaux, et permettre à ces pays de développer leur secteur agricole, au besoin en se protégeant des aléas des cours mondiaux.